

Préfecture

Direction de la citoyenneté et de la légalité  
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme  
et de l'environnement  
Dossier suivi par Martine FLAMAND  
Tél : 04.68.51.68.62

Perpignan, le 19 février 2020

**ARRÊTE COMPLÉMENTAIRE n° PREF/DCL/BCLUE/2020050-0001**

***Complétant l'arrêté n° 690/06 du 16/02/06 modifié portant autorisation d'exploiter un troisième four à l'unité de traitement et de valorisation énergétique de Calce, afin de déterminer les dispositions applicables en cas de sécheresse***

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU les articles L. 211-3 et R. 211-66 du code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

VU l'arrêté n° 690/06 du 16/02/06 modifié portant autorisation d'exploiter un troisième four à l'UTVE de Calce ;

VU l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 30 octobre 2019 ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

CONSIDÉRANT qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique, doivent être prises ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1**

La société CYDEL, dont le siège social est situé « Coume dels très Pilous » à 66600 Calce, qui exploite une usine d'incinération sur le territoire de la commune de Calce à la même adresse que le siège social, ci-après désignée l'exploitant, est tenue d'établir et de transmettre au préfet des Pyrénées-Orientales dans un délai de **12 mois** après la signature du présent arrêté :

- une étude technico-économique concernant les conditions de prélèvement et déterminant les actions et mesures qui peuvent être mises en œuvre pour diminuer le débit instantané de prélèvement ;
- un plan de réduction de ses prélèvements en eau en cas de sécheresse.

Le plan de réduction doit en particulier :

- détailler les modes d'approvisionnement en eau, les différents usages de l'eau, la consommation par usage et les modes de fonctionnement pour chaque usage ;

- rappeler les mesures déjà mises en place pour contrôler et réduire la consommation d'eau au regard de l'application des meilleures techniques disponibles ;
- préciser les mesures spécifiques aux processus de production qui peuvent être mise en œuvre sur les installations lors du déclenchement de chacun des niveaux de limitation ou de restriction définis par l'arrêté cadre sécheresse en vigueur (les mesures sont cumulatives) et les conséquences sur le fonctionnement de l'installation, à savoir :
  - seuil de vigilance : aucune demande spécifique sauf actions volontaires
  - seuil d'alerte : premières mesures de réduction des consommations d'eau en particulier sur les process
  - seuil d'alerte renforcée : renforcement des mesures de réduction des consommations d'eau en particulier sur les process
  - seuil de crise : arrêt total des prélèvements sauf enjeux mettant en péril l'installation (exemple : refroidissement d'un four)
- examiner d'une façon plus globale, les mesures générales qui peuvent être mises en œuvre pour économiser l'eau et notamment :
  - les économies d'eau structurelles qui auront un impact positif en tout temps (étanchéité des réseaux...)
  - le recyclage des eaux traitées
  - le prélèvement dans une ressource moins sensible
  - le stockage des effluents (en fonction du débit du cours d'eau et du flux rejeté)
  - le report des opérations de lavage estivales
  - le stockage d'eau et récupération des eaux de pluie
  - la réduction ou l'arrêt des activités les plus consommatrices d'eau avec impact économique à préciser
  - divers (arrêt des exercices de défense contre l'incendie, fermeture estivale, restrictions sur les arrosages et lavage...)
- indiquer :
  - les modalités d'application et de mise en œuvre des mesures spécifiques selon les niveaux de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise) ;
  - le débit maximum de prélèvement journalier selon les niveaux de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise) ;
  - l'estimation des gains de réduction journaliers de consommation attendus pour chacune des mesures proposées ;
- prévoir le cas échéant un renforcement approprié du suivi de l'impact des rejets sur les milieux aquatiques.

**Ce plan tiendra compte des meilleures techniques disponibles et des contraintes technico-économiques.**

Deux tableaux (prélèvements et plan d'actions/mesures d'économie) à compléter sont joints en annexe du présent arrêté et devront être annexés au plan de réduction des prélèvements.

## **ARTICLE 2 – INFORMATION DES TIERS**

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale complémentaire est déposée à la mairie de Calce et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Calce pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.
- l'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### ARTICLE 3 :EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera adressé au Maire de la commune de Calce, et notifié à la société CYDEL..

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

  
Kevin MAZOYER

#### Voies et délais de recours

Les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative du tribunal administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34 000 Montpellier.

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## A N N E X E S - TABLEAUX À REMPLIR

### Prélèvements

Ressource(s) utilisée(s) (réseau AEP, réseau d'irrigation, cours d'eau et nappe d'accompagnement, eau souterraine)	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Prélèvement annuel (m³) et mensuel en étiage (juillet, août, septembre)	Débit de prélèvement maximal instantané (m³/s) et journalier (m³/jour)				
				Niveau de gestion sécheresse				
				Normal	Vigilance => limitations volontaires	Alerte => réduction visée de 30%	Alerte renforcée => réduction visée de 50%	Crise => arrêt sauf prioritaire
				xxx m³/s  xxx m³/jour	xxx m³/s  xxx m³/jour	xxx m³/s  xxx m³/jour	xxx m³/s  xxx m³/jour	xxx m³/s  xxx m³/jour

### Plan d'actions/mesures d'économie

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau non spécifiques ICPE à décliner/préciser pour l'établissement	Mesures spécifiques ICPE (process... )
Vigilance	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation</li> <li>Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau</li> <li>Limitations volontaires des usages de l'eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>À renseigner</li> </ul>
Alerte objectif visé de réduction de 30 % des prélèvements	<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h</li> <li>Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique</li> <li>Alimentation des points d'utilisation d'eau d'agréments interdits excepté en circuit fermé</li> <li>Test des poteaux incendie et purge des réseaux d'eau interdit</li> <li>Une surveillance accrue des rejets des stations d'épuration doit être réalisée</li> <li>Mise à disposition des inspecteurs du registre de prélèvements journaliers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>À renseigner</li> </ul>
Alerte renforcée objectif visé de réduction de 50 % des prélèvements	<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>À renseigner</li> </ul>
Crise arrêt de tous les prélèvements non prioritaires		<ul style="list-style-type: none"> <li>À renseigner</li> </ul>